

## **Avis juridiques**

150<sup>e</sup> année

### **Sommaire**

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME, LOI SUR L'...

AVIS DIVERS

NOMINATIONS

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ, AVIS DE PRÉSENTATION D'UN...

VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 1968  
Bibliothèque nationale du Québec  
© Éditeur officiel du Québec, 2018

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.  
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,  
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

# AVIS AUX USAGERS

---

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre C-8.1.1, r. 1). La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 1 — AVIS JURIDIQUES

## Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 1 est disponible le samedi à 0 h 01 à l'adresse suivante :

**www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca**

La *Gazette officielle du Québec* publiée sur Internet est accessible gratuitement à tous.

## Tarif\*

1. Abonnement annuel :

Version papier

|                                 |        |
|---------------------------------|--------|
| Partie 1 «Avis juridiques» :    | 508 \$ |
| Partie 2 «Lois et règlements» : | 696 \$ |
| Part 2 «Laws and Regulations» : | 696 \$ |

2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 10,88 \$.

3. Publication d'un avis dans la Partie 1 : 1,75 \$ la ligne agate.

4. Publication d'un avis dans la Partie 2 : 1,16 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 254 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

\* Les taxes ne sont pas comprises.

## Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* au plus tard à 11 h le mercredi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après ce délai sont publiés dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette dernière doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : [gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca)

À des fins de facturation, les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

**Gazette officielle du Québec**  
**1000, route de l'Église, bureau 500**  
**Québec (Québec) G1V 3V9**  
**Téléphone : 418 644-7794**  
**Télécopieur : 418 644-7813**  
**Internet : [gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca)**

## Abonnements

Pour s'abonner à la version papier de la *Gazette officielle du Québec* veuillez communiquer avec le service à la clientèle.

**Les Publications du Québec**  
Service à la clientèle – abonnements  
1000, route de l'Église, bureau 500  
Québec (Québec) G1V 3V9  
Téléphone : 418 643-5150  
Sans frais : 1 800 463-2100  
Télécopieur : 418 643-6177  
Sans frais : 1 800 561-3479

**Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.**

## Table des matières

### AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME, LOI SUR L'...

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Ville de Brownsburg-Chatham (Prolongation de délai pour permettre d'adopter des documents visés) | 291 |
| Ville de Sutton (Prolongation de délai pour permettre d'adopter des documents visés)             | 291 |

### AVIS DIVERS

|                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2) (Taux d'intérêt de l'annexe II et de l'annexe III)      | 291 |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) (Taux d'intérêt de l'annexe VI et de l'annexe VII) | 291 |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1) (Taux d'intérêt de l'annexe VII et de l'annexe VIII)                         | 291 |
| Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État (Avis d'indexation)                           | 292 |
| Règlement sur l'aide juridique (Avis d'augmentation des seuils d'admissibilité financière à l'aide juridique à compter du 31 mai 2018)                  | 293 |

### NOMINATIONS

|                                                   |     |
|---------------------------------------------------|-----|
| Élaine Gagnon (Aides de camp honoraires)          | 294 |
| Jean-Charles Perreault (Aides de camp honoraires) | 294 |
| Martin Chamberland (Aides de camp honoraires)     | 294 |

### PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ, AVIS DE PRÉSENTATION D'UN...

|                        |     |
|------------------------|-----|
| Monsieur Gilles Déziel | 294 |
|------------------------|-----|

### VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

|                          |     |
|--------------------------|-----|
| MRC de La Haute-Gaspésie | 295 |
|--------------------------|-----|



---

## **Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'...**

---

### **Ville de Brownsburg-Chatham**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, expirant le 8 octobre 2018, à la Ville de Brownsburg-Chatham pour lui permettre d'adopter les documents visés à l'article 58 de cette loi.

Saint-Jérôme, le 3 mai 2018

*Le ministre des Affaires municipales et  
de l'Occupation du territoire,  
MARTIN COITEUX*

Par : CLAUDETTE LAROCHE, *directrice régionale  
Direction régionale de Laval et des Laurentides*

6203

### **Ville de Sutton**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, expirant le 3 avril 2019, à la Ville de Sutton pour lui permettre d'adopter les documents visés à l'article 58 de cette loi.

Longueuil, le 7 mai 2018

*Le ministre des Affaires municipales et  
de l'Occupation du territoire,  
MARTIN COITEUX*

Par : YANNICK GIGNAC, *directeur régional  
Direction régionale de la Montérégie*

6205

---

## **Avis divers**

---

### **Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2)**

*Taux d'intérêt de l'annexe II et de l'annexe III*

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 74.0.1 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2),

que le taux d'intérêt de l'annexe II de cette loi est établi à 8,38 % pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 mai 2019 et que le taux d'intérêt de l'annexe III de cette loi est établi à 1,31 % pour la même période.

*Le ministre responsable de l'Administration  
gouvernementale et de la Révision permanente  
des programmes et président du Conseil du trésor,  
PIERRE ARCAND*

6207

### **Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)**

*Taux d'intérêt de l'annexe VI et de l'annexe VII*

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 217 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), que le taux d'intérêt de l'annexe VI de cette loi est établi à 8,35 % pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 mai 2019 et que le taux d'intérêt de l'annexe VII de cette loi est établi à 1,31 % pour la même période.

*Le ministre responsable de l'Administration  
gouvernementale et de la Révision permanente  
des programmes et président du Conseil du trésor,  
PIERRE ARCAND*

6208

### **Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)**

*Taux d'intérêt de l'annexe VII et de l'annexe VIII*

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 204 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1), que le taux d'intérêt de l'annexe VII de cette loi est établi à 8,28 % pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 mai 2019 et que le taux d'intérêt de l'annexe VIII de cette loi est établi à 1,31 % pour la même période.

*Le ministre responsable de l'Administration  
gouvernementale et de la Révision permanente  
des programmes et président du Conseil du trésor,  
PIERRE ARCAND*

6209

## Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État

### Avis d'indexation

Conformément à l'article 3 du Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1, r. 7), le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles publie le résultat de l'indexation des prix, loyers, frais et redevances mentionnés à l'annexe I du règlement, lesquels sont ajustés le 1<sup>er</sup> avril de chaque année selon la variation de l'indice moyen des prix à la consommation pour l'année précédente, en prenant comme base l'indice établi pour l'ensemble du Québec par Statistique Canada.

Pour l'indexation au 1<sup>er</sup> avril 2018, le taux de cet indice est fixé à 1,0%. Les montants sont arrondis au dollar supérieur si la fraction de dollar est de 0,50 \$ ou plus, et au dollar inférieur dans le cas contraire, à l'exception des prix et des loyers au mètre carré indiqués aux articles 5, 8, 12 et 16 de l'annexe I.

Québec, le 7 mai 2018

*Le ministre de l'Énergie et  
des Ressources naturelles,*  
PIERRE MOREAU

## Indexation des montants exigibles en vertu de l'Annexe 1 du Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État

| Article                | Description                                                                                                                                                                                                                                                                     | À compter du<br>1 <sup>er</sup> avril 2018 |
|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| art. 1                 | Demande d'achat ou de location d'une terre, d'octroi d'un droit sur une terre, de renonciation à une clause restrictive inscrite dans les lettres patentes ou dans un acte de vente ou de modification d'une telle clause, ou d'autorisation donnée en vertu d'une telle clause | 111 \$                                     |
| art. 2, 1 <sup>o</sup> | Vente ou échange d'une terre                                                                                                                                                                                                                                                    | 1 028 \$                                   |
| art. 2, 2 <sup>o</sup> | Location d'une terre, y compris pour la délivrance d'un bail, son transfert, sa modification à la demande du locataire et pour son renouvellement                                                                                                                               | 337 \$                                     |
| art. 2, 3 <sup>o</sup> | Établissement d'une servitude                                                                                                                                                                                                                                                   | 1 028 \$                                   |
| art. 2, 4 <sup>o</sup> | Évaluation de la valeur marchande d'une terre en vue de la vendre ou de l'échanger ou d'y émettre une servitude                                                                                                                                                                 | 1 028 \$                                   |

| Article                | Description                                                                                                                                                                                                                   | À compter du<br>1 <sup>er</sup> avril 2018 |
|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| art. 2, 5 <sup>o</sup> | Inscription à un tirage au sort                                                                                                                                                                                               | 27 \$                                      |
| art. 2, 6 <sup>o</sup> | Quittance ou mainlevée                                                                                                                                                                                                        | 337 \$                                     |
| art. 2, 7 <sup>o</sup> | Renonciation à une clause restrictive inscrite dans des lettres patentes ou dans un acte de vente ou pour sa renonciation                                                                                                     | 337 \$                                     |
| art. 2, 8 <sup>o</sup> | Analyse d'une demande d'achat ou de location d'une terre à des fins commerciales ou industrielles présentée en application de l'article 39                                                                                    | 337 \$                                     |
| art. 2, 9 <sup>o</sup> | Autorisation octroyée en application de l'article 46.1 ou de l'article 46.2                                                                                                                                                   | 1 028 \$                                   |
| art. 2, alinéa 2       | Frais supplémentaires lorsqu'une terre est vendue ou louée dans le cadre d'un développement de villégiature réalisé par le ministre                                                                                           | 782 \$                                     |
| art. 5                 | Prix de substitution mentionné à l'article 15                                                                                                                                                                                 | 0,8390 \$/m <sup>2</sup>                   |
|                        | Prix de substitution minimum                                                                                                                                                                                                  | 291 \$                                     |
| art. 6                 | Redevance minimale                                                                                                                                                                                                            | 447 \$                                     |
| art. 7                 | Loyer minimum mentionné aux articles 21, 28.1, 28.4, 35.1 et 35.2                                                                                                                                                             | 291 \$                                     |
|                        | Loyer minimum pour la location d'une terre d'une superficie maximale de 1 000 m <sup>2</sup> à des fins complémentaires ou accessoires à un usage principal                                                                   | 111 \$                                     |
| art. 8                 | Loyer annuel de substitution mentionné à l'article 22 jusqu'à concurrence d'un hectare                                                                                                                                        | 0,0671 \$/m <sup>2</sup>                   |
|                        | Loyer minimum                                                                                                                                                                                                                 | 291 \$                                     |
|                        | Loyer annuel pour chaque hectare ou partie d'hectare additionnel                                                                                                                                                              | 90 \$                                      |
| art. 9                 | Loyer minimum mentionné à l'article 24                                                                                                                                                                                        | 111 \$                                     |
| art. 10                | Loyer annuel mentionné à l'article 25, sauf pour la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue, telle que la définit le Décret concernant la révision des limites des régions administratives du Québec (c. D-11, r. 1) | 111 \$                                     |
|                        | Loyer annuel pour la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue, telle que la définit le Décret concernant la révision des limites des régions administratives du Québec (c. D-11, r. 1)                                | 168 \$                                     |

| Article   | Description                                                                     | À compter du<br>1 <sup>er</sup> avril 2018 |
|-----------|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| art. 11   | Loyer annuel mentionné à l'article 34                                           | 291 \$                                     |
| art. 12   | Loyer annuel mentionné à l'article 35                                           | 0,0101 \$/m <sup>2</sup>                   |
| art. 12.1 | Loyer annuel mentionné au quatrième alinéa de l'article 35.4                    | 1 543 \$                                   |
| art. 13   | Loyer mentionné à l'article 36 par mois ou partie de mois                       | 11 \$                                      |
|           | Loyer minimum                                                                   | 57 \$                                      |
| art. 16   | Prix de substitution mentionné à l'article 45                                   | 0,0337 \$/m <sup>2</sup>                   |
|           | Prix minimum                                                                    | 337 \$                                     |
| art. 18   | Loyer de référence d'une zone déterminée pour l'application de l'article 35.4 : |                                            |
|           | Loyer de référence de la zone 1 rapprochée                                      | 7 198 \$                                   |
|           | Loyer de référence de la zone 1 éloignée                                        | 3 600 \$                                   |
|           | Loyer de référence de la zone 2 rapprochée                                      | 5 141 \$                                   |
|           | Loyer de référence de la zone 2 éloignée                                        | 2 571 \$                                   |
|           | Loyer de référence de la zone 3 rapprochée                                      | 3 085 \$                                   |
|           | Loyer de référence de la zone 3 éloignée                                        | 1 543 \$                                   |

6206

### Règlement sur l'aide juridique

*Avis d'augmentation des seuils d'admissibilité financière à l'aide juridique à compter du 31 mai 2018*

Conformément à l'article 21.0.2 du Règlement sur l'aide juridique (chapitre A-14, r. 2), la ministre de la Justice informe le public du résultat de l'augmentation prévue par cet article pour les seuils d'admissibilité financière à l'aide juridique.

Conformément à cet article, lorsque le taux général du salaire minimum visé par l'article 3 du Règlement sur les normes du travail (chapitre N-1.1, r. 3) est haussé, les seuils d'admissibilité financière à l'aide juridique eu égard aux revenus sont augmentés du pourcentage correspondant à celui de cette hausse avec prise d'effet le trentième jour qui suit celui de la hausse effective du taux général du salaire minimum.

Le 1<sup>er</sup> mai 2018, suivant le Règlement modifiant le Règlement sur les normes du travail, édicté par le décret numéro 466-2018 du 28 mars 2018, le salaire minimum prévu par l'article 3 du Règlement sur les normes du travail est passé de 11,25 \$ à 12,00 \$ de l'heure.

En conséquence, la ministre de la Justice informe le public qu'à compter du 31 mai 2018, les niveaux annuels maximaux de revenus prévus au paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 18 et à l'article 20 ainsi que les revenus prévus à l'article 21 du Règlement sur l'aide juridique sont augmentés et s'établissent aux niveaux indiqués dans les tableaux qui suivent.

### SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE GRATUITE (a. 18, par. 1<sup>o</sup>)

| Catégorie de requérants                                 | Niveau annuel maximal |
|---------------------------------------------------------|-----------------------|
| S'il s'agit d'une personne seule                        | 21 840 \$             |
| S'il s'agit d'un requérant dont la famille est formée : |                       |
| – d'un adulte et d'un enfant                            | 26 720 \$             |
| – d'un adulte et de deux enfants ou plus                | 28 525 \$             |
| – de conjoints sans enfant                              | 30 394 \$             |
| – de conjoints avec un enfant                           | 34 007 \$             |
| – de conjoints avec deux enfants ou plus                | 35 813 \$             |

### SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE MOYENNANT LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION (a. 20)

| Catégorie de requérants                                 | Niveau annuel maximal |
|---------------------------------------------------------|-----------------------|
| S'il s'agit d'une personne seule                        | 30 506 \$             |
| S'il s'agit d'un requérant dont la famille est formée : |                       |
| – d'un adulte et d'un enfant                            | 37 317 \$             |
| – d'un adulte et de deux enfants ou plus                | 39 838 \$             |
| – de conjoints sans enfant                              | 42 455 \$             |
| – de conjoints avec un enfant                           | 47 498 \$             |
| – de conjoints avec deux enfants ou plus                | 50 021 \$             |

### VENTILATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX FINS DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONTRIBUTION EXIGIBLE (a. 21)

| Catégorie de requérants | Revenus                  | Niveau de contribution |
|-------------------------|--------------------------|------------------------|
| Personne seule          | de 21 841 \$ à 22 923 \$ | 100 \$                 |
|                         | de 22 924 \$ à 24 006 \$ | 200 \$                 |
|                         | de 24 007 \$ à 25 089 \$ | 300 \$                 |
|                         | de 25 090 \$ à 26 173 \$ | 400 \$                 |
|                         | de 26 174 \$ à 27 256 \$ | 500 \$                 |
|                         | de 27 257 \$ à 28 339 \$ | 600 \$                 |
|                         | de 28 340 \$ à 29 422 \$ | 700 \$                 |
|                         | de 29 423 \$ à 30 506 \$ | 800 \$                 |

| Catégorie de requérants                               | Revenus                  | Niveau de contribution |
|-------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------|
| Famille formée d'un adulte et d'un enfant             | de 26 721 \$ à 28 045 \$ | 100 \$                 |
|                                                       | de 28 046 \$ à 29 369 \$ | 200 \$                 |
|                                                       | de 29 370 \$ à 30 694 \$ | 300 \$                 |
|                                                       | de 30 695 \$ à 32 018 \$ | 400 \$                 |
|                                                       | de 32 019 \$ à 33 343 \$ | 500 \$                 |
|                                                       | de 33 344 \$ à 34 667 \$ | 600 \$                 |
|                                                       | de 34 668 \$ à 35 992 \$ | 700 \$                 |
|                                                       | de 35 993 \$ à 37 317 \$ | 800 \$                 |
| Famille formée d'un adulte et de deux enfants ou plus | de 28 526 \$ à 29 939 \$ | 100 \$                 |
|                                                       | de 29 940 \$ à 31 353 \$ | 200 \$                 |
|                                                       | de 31 354 \$ à 32 767 \$ | 300 \$                 |
|                                                       | de 32 768 \$ à 34 181 \$ | 400 \$                 |
|                                                       | de 34 182 \$ à 35 595 \$ | 500 \$                 |
|                                                       | de 35 596 \$ à 37 009 \$ | 600 \$                 |
|                                                       | de 37 010 \$ à 38 423 \$ | 700 \$                 |
|                                                       | de 38 424 \$ à 39 838 \$ | 800 \$                 |
| Famille formée de conjoints sans enfant               | de 30 395 \$ à 31 902 \$ | 100 \$                 |
|                                                       | de 31 903 \$ à 33 409 \$ | 200 \$                 |
|                                                       | de 33 410 \$ à 34 917 \$ | 300 \$                 |
|                                                       | de 34 918 \$ à 36 424 \$ | 400 \$                 |
|                                                       | de 36 425 \$ à 37 932 \$ | 500 \$                 |
|                                                       | de 37 933 \$ à 39 439 \$ | 600 \$                 |
|                                                       | de 39 440 \$ à 40 947 \$ | 700 \$                 |
|                                                       | de 40 948 \$ à 42 455 \$ | 800 \$                 |
| Famille formée de conjoints avec un enfant            | de 34 008 \$ à 35 693 \$ | 100 \$                 |
|                                                       | de 35 694 \$ à 37 380 \$ | 200 \$                 |
|                                                       | de 37 381 \$ à 39 066 \$ | 300 \$                 |
|                                                       | de 39 067 \$ à 40 752 \$ | 400 \$                 |
|                                                       | de 40 753 \$ à 42 438 \$ | 500 \$                 |
|                                                       | de 42 439 \$ à 44 125 \$ | 600 \$                 |
|                                                       | de 44 126 \$ à 45 811 \$ | 700 \$                 |
|                                                       | de 45 812 \$ à 47 498 \$ | 800 \$                 |
| Famille formée de conjoints avec deux enfants ou plus | de 35 814 \$ à 37 589 \$ | 100 \$                 |
|                                                       | de 37 590 \$ à 39 365 \$ | 200 \$                 |
|                                                       | de 39 366 \$ à 41 141 \$ | 300 \$                 |
|                                                       | de 41 142 \$ à 42 917 \$ | 400 \$                 |
|                                                       | de 42 918 \$ à 44 692 \$ | 500 \$                 |
|                                                       | de 44 693 \$ à 46 468 \$ | 600 \$                 |
|                                                       | de 46 469 \$ à 48 244 \$ | 700 \$                 |
|                                                       | de 48 245 \$ à 50 021 \$ | 800 \$                 |

Le 30 avril 2018

La ministre de la Justice,  
STÉPHANIE VALLÉE

6202

## Nominations

### Annexe A

à la missive  
datée du 2 mai 2018

Il a plu à l'honorable J. Michel Doyon de nommer les personnes suivantes en tant qu'aides de camp honoraires du lieutenant-gouverneur du Québec, et ce, pour la durée de son mandat :

Aides de camp honoraires :

Chef aux opérations Martin Chamberland  
Inspectrice Élane Gagnon  
Monsieur Jean-Charles Perreault

6203

## Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un...

### Monsieur Gilles Déziel

Avis est donné que Monsieur Gilles Déziel s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à la présente session, pour demander l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de le déclarer rétroactivement compétent pour célébrer des mariages et des unions civiles pour la période du 5 novembre 2017 au 21 février 2018.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale du Québec, à l'adresse suivante : Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires, Bureau 3.55, Québec (Québec) G1A 1A3, par télécopieur au 418 528-0993 ou par courriel au [af.juridiques@assnat.qc.ca](mailto:af.juridiques@assnat.qc.ca)

Montréal, le 16 mai 2018

Le requérant,  
GILLES DÉZIEL,  
Conseiller de l'arrondissement de Rivière-des-Prairie  
—Pointe-aux-Trembles de la Ville de Montréal

45699



---

## **Ventes pour taxes, Avis de publication**

---

### **MRC de La Haute-Gaspésie**

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné par le soussigné, directeur général et secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de la Haute-Gaspésie, que l'avis et la liste des immeubles à être vendus le 14 juin 2018 pour défaut de paiement des taxes, ont été publiés au journal L'Avantage gaspésien, aux éditions des 18 et 25 avril 2018, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Sainte-Anne-des-Monts, le 25 avril 2018

*Le directeur général et secrétaire-trésorier  
de la MRC de la Haute-Gaspésie,*  
SÉBASTIEN LÉVESQUE

45698

